

## | LA DÉMOCRATIE EN PÉRIL (PEW RESEARCH CENTER) |

*Les économies avancées face à la démocratie,  
entre insatisfaction et volonté de réformes*

1

### **Analyse du rapport « *Citizens in Advanced Economies Want Significant Changes To Their Political Systems* » du Pew Research Center, Octobre 2021**

Elections à l'abstention record et aux résultats contestés, mouvements protestataires de plus en plus violents et multiformes, débat public à la polarisation exacerbée et au complotisme rampant, ou encore poussée fulgurante des partis populistes et extrémistes : partout dans les économies avancées, les symptômes d'une « *crise de la démocratie* » se multiplient et paraissent s'enraciner durablement. La France ne semble pas échapper à un tel écueil : le suffrage présidentiel d'avril 2022 a consacré une nette progression de l'extrême-droite comme de l'extrême-gauche, écartées du pouvoir qu'au bénéfice de la réélection davantage par défaut que par adhésion du Président sortant, le tout dans un contexte d'abstention inédite.

Si la fin du XX<sup>ème</sup> siècle pouvait marquer le triomphe de la démocratie libérale, conduisant même Francis Fukuyama à parler de la « fin de l'Histoire », les deux dernières décennies qui viennent de s'écouler ont vu surgir les signes d'un dangereux essoufflement de la formule démocratique. Contestée dans sa légitimité et ses résultats, celle-ci ne parvient plus à susciter l'adhésion des sociétés qui l'ont vu naître.

C'est dans ce contexte qu'une étude réalisée par le *Pew Research Center* apparaît particulièrement pertinente dans son objet et intéressante dans ses résultats. En effet, ce centre de recherche américain, mondialement reconnu pour ses études d'opinion, ses recherches démographiques et sociales, ainsi que ses analyses politiques, a interrogé au printemps 2021 les citoyens de 17 économies avancées sur la satisfaction qu'ils éprouvent à l'égard de leur système politique. Il en ressort qu'une grande partie des opinions publiques aspire à des changements significatifs, qu'ils soient d'ordre politique, économique ou du système de santé. Surtout, l'enseignement principal de l'étude réside dans l'établissement d'une propension des citoyens à l'insatisfaction façonnée par l'opinion qu'ils ont de la situation économique, de la gestion de la crise sanitaire et par leur perception des clivages sociaux et politiques. Le détail des résultats nous permet alors de saisir plus finement les ressorts de la crise des démocraties qui prend place sous nos yeux.

### ***Aspiration au changement et insatisfaction démocratique***

56% : c'est la médiane de personnes qui pensent que leur système politique a besoin de changements majeurs (ou doit être totalement réformé), établie par le *Pew*

*Pew Research Center* dans les 17 économies avancées de l'étude.<sup>1</sup> Cette même médiane atteint 51% quand il est question du système économique, et 45% lorsqu'il s'agit du système de santé. Si l'aspiration au changement politique, économique et social semble un mouvement de fond global, son intensité n'est pas uniforme et les *réalités nationales* appellent des résultats plus ou moins prononcés. Ainsi, plus des deux tiers des sondés en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis, en Corée du Sud, en Grèce, en France, en Belgique et au Japon réclament le changement politique évoqué plus haut. Il en est de même pour le désir de réforme économique, partagé par plus de 8 personnes sur 10 en Italie, en Espagne et en Grèce, des pays caractérisés depuis plusieurs années par le marasme de leur économie. Enfin, le souhait d'un système de santé réformé, même si globalement moins fort que les deux précédents (politique et économique), reste non moins formulé par 3/4 des Américains et des Grecs.

Or, il se trouve que ceux qui s'affirment déçus de la démocratie sont systématiquement plus susceptibles de souhaiter un changement majeur de leur système politique. *In globo*, c'est donc deux groupes de pays que l'on peut différencier par leurs humeurs nationales relativement contrastées. D'un côté, 6 nations se caractérisent par un *mécontentement* particulièrement élevé vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie : il s'agit de la Grèce (66%), de l'Italie (65%), de l'Espagne (65%), du Japon (60%), des Etats-Unis (58%) et de la France (55%). Dans ces pays, plus de la moitié des citoyens appellent de leurs vœux une réforme majeure, si ce n'est un changement complet, du système politique, économique et social. A l'inverse, six autres Etats bénéficient d'une *opinion publique* singulièrement moins pessimiste : la satisfaction à l'égard de la démocratie est ainsi la plus élevée à Singapour (82%), en Suède (79%), en Nouvelle-Zélande (76%), au Canada (66%), aux Pays-Bas (65%) et en Australie (64%). C'est alors moins de la moitié des citoyens de ces pays qui souhaite des réformes d'ordre politique, économique ou social.

### **Un triple pessimisme**

Si sur les 17 économies avancées étudiées, une médiane de 57% se déclare satisfaite du fonctionnement de la démocratie, de forts contrastes restent observables d'un pays à l'autre. Tout l'intérêt de l'analyse du *Pew Research Center* réside alors dans l'effort d'affinement de telles différences : chercher à comprendre ces dernières, c'est en effet toucher du doigt les facteurs d'affaiblissement de nos régimes libéraux. L'étude aboutit ainsi au constat que l'insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie se trouve façonnée par l'opinion que les citoyens se font de trois éléments :

- **La situation économique.** Ainsi, les personnes qui décrivent la situation économique de leur pays comme mauvaise sont plus susceptibles de se déclarer insatisfaites du fonctionnement de la démocratie que celles qui la considèrent comme bonne, et sont donc plus enclines à souhaiter des réformes politique et économique. Il en est de même pour la perception économique à long terme, ceux qui considèrent que les enfants seront financièrement moins bien lotis que leurs parents aspirant davantage à des changements d'ampleur.
- **L'impact de la pandémie.** La Covid-19 a en effet eu une portée indéniable sur la manière de faire et de percevoir la politique. L'étude souligne ainsi la propension à davantage se déclarer insatisfait de la démocratie des citoyens jugeant que leur pays a difficilement réussi à faire face à la

<sup>1</sup> Etats-Unis, Canada, Italie, Espagne, Grèce, France, Belgique, Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède, Corée du Sud, Japon, Taïwan, Australie, Singapour, Nouvelle-Zélande.

pandémie. Ceux-ci souhaitent alors non seulement des changements politiques, mais aussi une réforme du système de santé.

- **Les clivages sociaux et politiques.** De fait, le *Pew Research Center* a constaté lors de précédentes études la part croissante de la population au sein des économies avancées qui est convaincue d'une division accentuée de son pays à la suite de la crise pandémique. Or, il apparaît que les individus partageant cette croyance sont davantage susceptibles de se déclarer insatisfaits de la démocratie et d'appeler à des réformes. Cette même tendance s'observe parmi ceux qui considèrent qu'il existe au sein de leur pays un désaccord généralisé sur les faits fondamentaux.

L'insatisfaction à l'égard de la démocratie et l'aspiration au changement politique apparaissent donc avant tout comme le fruit d'un triple pessimisme quant à la situation économique nationale, à la capacité de l'Etat à faire face en temps de crise et à l'état de la cohésion sociale. A travers le portrait-robot qui est ici dessiné de ses déçus, le modèle démocratique sait donc quelles sont ses marges de manœuvre afin de susciter à nouveau l'adhésion.

A noter qu'à l'inverse, ceux qui soutiennent le parti au pouvoir sont plus susceptibles d'être satisfaits de la démocratie.

### ***Doutes sur la capacité du système politique à se réformer***

Malgré cette forte aspiration au changement politique, l'étude souligne également l'important scepticisme des populations quant au fait qu'il adienne réellement. On peut particulièrement observer cette tendance au sein de 7 pays<sup>2</sup> où plus de la moitié du public affirme à la fois son désir de réforme du système politique et son absence de confiance dans sa réalisation effective. A cet égard, l'Italie est le pays où ce pessimisme sur la capacité à mener à bien le changement, de la part des citoyens qui le souhaitent, est le plus fort : 73% des personnes interrogées sont de cet avis, contre 54% en France. Dans cette optique, ceux qui ne soutiennent pas le parti au pouvoir sont davantage susceptibles de souhaiter en même temps le changement politique et d'être convaincus qu'il ne puisse pas se réaliser.

### ***Des libertés individuelles jugées en danger***

Alors que la pandémie de Covid-19 a conduit à l'adoption par les autorités de législations souvent restrictives, la majorité des populations de l'ensemble des 17 pays étudiés considère tout de même que le gouvernement respecte les libertés individuelles de ses citoyens. Au-delà de ce constat rassurant, une part parfois importante du public déclare pourtant que ses libertés civiles ne sont pas garanties par les gouvernants : cette proportion atteint même 49% en Grèce, 41% en France, ou encore 39% en Belgique et au Japon. Dans l'Hexagone, ce chiffre est à la hausse depuis 2008 : à cette époque, « seuls » 22% des Français considéraient leurs libertés comme non-respectées par le gouvernement, une part qui a donc doublé en l'espace d'une dizaine d'années.

Il est intéressant d'observer que l'opinion sur le respect des libertés individuelles par le gouvernement varie selon le niveau d'études, de revenus ou de soutien au parti actuellement au pouvoir. En Europe, les individus soutenant les partis populistes de

---

<sup>2</sup> Italie, Espagne, Grèce, Corée du Sud, Etats-Unis, France et Belgique.

droite sont ainsi plus susceptibles de déclarer leurs libertés violées. C'est par exemple le cas des partisans de l'AfD en Allemagne ou de Vox en Espagne.

## **Se réformer ou disparaître**

L'étude réalisée par le *Pew Research Center* dessine donc l'insatisfaction majeure qui saisit certaines économies avancées à l'égard du fonctionnement de la démocratie. La crise de nos régimes libéraux semble alors provenir de leur incapacité à gérer les crises auxquelles ils sont confrontés : marasme économique, défi sanitaire, et exacerbation des fractures partisans.

4

Ce constat n'a toutefois rien de nouveau. En 2020 déjà, une étude<sup>3</sup> menée par une équipe de chercheurs de l'université de Cambridge avait mis au jour le plus haut niveau d'insatisfaction à l'égard de la démocratie depuis 25 ans. En constituant le plus grand ensemble mondial de données sur le sujet (4 millions de personnes sondées par 3 500 enquêtes), l'analyse révélait que la proportion d'insatisfaits vis-à-vis de la démocratie était passée de 47,9% en 1995 à 57,5% en 2019, un record sans précédent. Si les années 1990 sont celles où la démocratie a suscité l'enthousiasme le plus soutenu, c'est que cette forme politique sortait renforcée de la chute du communisme en Europe et se répandait sur les continents africain et sud-américain. Cette tendance s'est toutefois inversée dans la décennie suivant le nouveau millénaire, les chercheurs y voyant alors les effets d'échecs répétés des régimes démocratiques en matière de finances et de politique étrangère. Cette insatisfaction s'est ainsi développée au point de devenir majoritaire dans la plupart des pays développés, des Etats-Unis au Japon, en passant par l'Europe ; et n'a fait que se renforcer suite à la crise des *subprimes* de 2008 et à celle des réfugiés de 2015. « *Nos résultats suggèrent que les citoyens sont rationnels dans leur vision des institutions politiques, et mettent à jour leur évaluation en réponse à ce qu'ils observent* » expliquait ainsi le Dr Roberto Foa qui a dirigé cette enquête. Celle-ci aboutit alors à la même conclusion que celle dressée plus récemment par le *Pew Research Center* : si les institutions démocratiques ne suscitent plus la confiance, c'est qu'elles ont échoué à remédier aux crises de notre époque.

Dès lors, si elle souhaite résister aux prétentions expansionnistes des régimes autoritaires et aux tentations illibérales de plusieurs autres, la démocratie doit absolument faire la démonstration de son efficacité. Il s'agit là du seul levier à sa disposition pour remporter l'adhésion rationnelle de citoyens jugeant désormais le régime politique qui les administre à l'aune des résultats qu'il obtient. De la satisfaction fonctionnelle renaîtra alors l'enthousiasme idéologique. Ce dernier ne semble toutefois pas avoir complètement disparu, les opinions européennes ayant (re)pris conscience à l'occasion du conflit en Ukraine à quel point la démocratie est un bien imparfait mais précieux. Et qu'à l'exigence de résultats, nous ne saurions sacrifier nos valeurs constitutives.

**Charles BOSSELUT**

*Chargé de mission à la Fondation Prospective et Innovation*

---

<sup>3</sup> Roberto Foa, Andrew Klassen, Micheal Slade, Alex Rand et Rosie Collins. « The Global Satisfaction with Democracy Report 2020 ». *Center for the Future of Democracy. University of Cambridge.*